



## Conseil économique et social

Distr. générale  
4 mai 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 13 d) de l'ordre du jour provisoire\*

**Questions relatives à l'économie et à l'environnement :  
établissements humains**

### Mise en œuvre coordonnée du Programme pour l'habitat

#### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

Le présent rapport indique que les gouvernements ont continué d'accroître leur soutien au Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains et aux fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique. Il montre aussi qu'ONU-Habitat a continué de renforcer et d'approfondir sa coopération et collaboration avec les organismes des Nations Unies ainsi qu'avec les gouvernements et les partenaires du Programme pour l'habitat, notamment le monde universitaire, les autorités locales, le secteur privé, les femmes et les jeunes. Compte tenu du fait que l'ampleur et le rythme de l'urbanisation entraînent des changements sociaux, politiques, économiques et environnementaux sans précédent, une action concertée de la communauté mondiale est nécessaire. Le rapport recommande aux gouvernements de mettre en place des politiques urbaines nationales visant à satisfaire les besoins de développement urbain grâce à une amélioration de l'urbanisme, à des politiques foncières et une législation favorables aux pauvres et au développement économique local pour stimuler l'emploi, notamment des jeunes. Étant donné la contribution de l'urbanisation durable au développement durable et le fait que les villes et centres urbains deviennent l'habitat dominant de l'humanité, les États Membres sont invités à promouvoir une urbanisation durable, à développer le rôle des autorités locales dans leurs politiques et programmes de développement national et à veiller à l'inclusion dans le programme des Nations Unies pour le développement au-delà de 2015 d'un objectif global pour des villes qui soient

---

\* E/2012/100.



durables sur le plan écologique, sans exclusion sur le plan social et productives sur le plan économique. Le rapport préconise également une action pour lancer aux niveaux national et régional des processus ouverts pour préparer la troisième Conférence des Nations Unies sur l'habitat et le développement durable en s'appuyant sur les grands réseaux existants.

## I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi en application du paragraphe 7 de la résolution 2011/21 du Conseil économique et social.

## II. Tendances mondiales de l'urbanisation

2. Au cours de la période couverte par le présent rapport, ONU-Habitat a fait une étude approfondie de la situation des villes et des tendances urbaines nouvelles afin de coordonner de manière plus efficace la mise en œuvre du Programme pour l'habitat. Au quatrième trimestre de 2011, la population mondiale a atteint le cap des 7 milliards d'individus. Cet événement historique est intervenu 12 ans après que le cap des 6 milliards d'habitants a été franchi. Pratiquement la totalité (93 %) de la croissance démographique mondiale se produit dans les pays en développement. En outre, on prévoit que toute la croissance démographique future interviendra dans les zones urbaines et que cette croissance se produira pratiquement en totalité en Afrique, en Asie et en Amérique latine.
3. Actuellement, 7 résidents urbains sur 10 dans le monde se trouvent dans les pays en développement, lesquels abritent aussi 82 % de la population mondiale. Sur les 187 066 nouveaux habitants qui viendront s'ajouter chaque jour à la population urbaine mondiale de 2012 à 2015, 91,5 %, soit 171 213, naîtront dans un pays en développement.
4. Toutefois, contrairement à la perception courante, la migration des zones rurales vers les zones urbaines n'est plus le facteur déterminant de la croissance de la population urbaine des pays en développement. Aujourd'hui, l'augmentation naturelle de la population intervient pour 60 % de cette croissance et la transformation d'habitats ruraux en zones urbaines, processus que l'on désigne par le terme de « reclassement », en représente environ 20 %.
5. Ces chiffres illustrent la mesure dans laquelle la population mondiale s'est de plus en plus urbanisée. En dépit de la clarté de ces tendances et des avantages qui découlent de l'urbanisation, peu de gouvernements ont mis en place des mesures politiques, législatives et réglementaires pour tirer parti de tout le potentiel de ce phénomène. En 2009, un peu plus des deux tiers des pays (67 %) indiquaient avoir mis en œuvre des mesures pour réduire ou même inverser les flux migratoires des campagnes vers les villes.
6. Le rapport phare d'ONU-Habitat intitulé *L'état des villes dans le monde* n'a cessé de révéler l'ampleur véritable du dénuement des habitants pauvres des zones urbaines en démystifiant l'idée acceptée de longue date selon laquelle les pauvres des villes seraient mieux lotis que leurs homologues des campagnes.
7. Il est essentiel de comprendre les tendances actuelles et futures de la croissance démographique urbaine pour élaborer et mettre en œuvre des mesures et des stratégies appropriées visant à optimiser les avantages de l'urbanisation. Cela suppose que l'on exploite les occasions qui se présentent, élabore de meilleures politiques régionales et urbaines, fournisse des services, crée des emplois et prépare l'avenir.

8. Les pays en développement présentent des caractéristiques urbaines diverses, mais les forces du marché conduisent à la reproduction des mêmes types de situations. L'une des caractéristiques est l'expansion des villes bien au-delà de leurs limites administratives historiques, en grande partie en raison de l'usage de l'automobile et de la spéculation foncière. Dans les pays en développement, un grand nombre de villes se caractérisent par une croissance des banlieues, grande consommatrice de terrains, qui s'étale souvent jusqu'à des périphéries encore plus éloignées. Alors que la population urbaine mondiale est passée de 1,98 à 2,84 milliards de personnes de 1985 à 2000, soit une augmentation de 44 %, la ville moyenne est passée de 13 000 à 33 000 hectares au cours de la même période de 15 ans, soit une augmentation de 154 %.

9. L'étalement urbain et la diminution des densités sont des caractéristiques qui imposent un énorme fardeau aux autorités nationales et locales, car les coûts d'infrastructure et d'entretien ne sont pas pleinement pris en compte dans les décisions de développement. Il en résulte un gaspillage de terrains, la perte de terres agricoles souvent fragiles et un recours accru à la voiture particulière pour les transports.

10. La plupart des plans d'urbanisme et des régimes réglementaires des pays en développement n'ont pas été en mesure d'empêcher la conversion rapide de terres agricoles à des fins urbaines dans la périphérie des villes; c'est ainsi que le reclassement d'habitats ruraux en habitats urbains est devenu le deuxième facteur de croissance urbaine dans les pays en développement. Cela explique aussi l'expansion apparemment sans limites des villes.

11. Il en résulte qu'aujourd'hui de nombreuses villes sont mal desservies, ont une mobilité et une accessibilité réduites et souffrent d'une mauvaise intégration entre occupation des sols, densité et transports. Les conséquences de ces dysfonctionnements ne sont que trop évidentes : congestion de la circulation et durée excessive des déplacements, pollution et croissance des inégalités et niveaux de pauvreté urbaine, qui ont pour effet de déformer le tissu urbain. En outre, la discontinuité, l'éparpillement et la faible densité des villes augmentent les coûts des infrastructures publiques et la consommation d'énergie, ce qui accroît encore leur caractère insoutenable.

12. Les conséquences de ce qui précède sont claires : il n'est plus possible d'agir comme si l'urbanisation non planifiée générerait un développement durable pour tous. Le faire, c'est courir le risque d'énormes bouleversements sociaux, avec toutes les conséquences qui peuvent s'ensuivre pour la paix, la croissance économique et la stabilité sociale.

13. En 2010, les objectifs du Millénaire pour le développement ont certes permis d'améliorer sensiblement les conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis, mais 62 % de la population urbaine de l'Afrique subsaharienne et 35 % de celle d'Asie du Sud et 31 % pour celle de l'Asie du Sud-Est continuaient de vivre dans des taudis. Il est nécessaire de redoubler d'efforts pour améliorer les conditions de vie des pauvres dans les villes des pays en développement.

14. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'administration d'ONU-Habitat a adopté, à sa vingt-troisième session, tenue du 11 au 15 avril 2011, une résolution encourageant les pays à dénombrer les habitants des bidonvilles et à fixer aux niveaux national, régional et local des objectifs réalistes allant au-delà des objectifs actuels du Millénaire pour le développement pour améliorer les conditions de vie des habitants de taudis.

### **III. Recherche d'une action plus efficace et coordonnée**

15. Face aux défis actuels de l'urbanisation, ONU-Habitat a continué de promouvoir une action plus efficace et coordonnée, notamment en collaborant avec d'autres organismes du système des Nations Unies pour coordonner les politiques et programmes, en particulier en ce qui concerne leur cohérence politique, les arrangements institutionnels et leur mise en œuvre au niveau des pays. ONU-Habitat participe et contribue aux mécanismes de coordination interinstitutions, notamment par l'intermédiaire du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et de ses trois comités, le Comité de haut niveau sur les programmes, le Comité de haut niveau sur la gestion et le Groupe des Nations Unies pour le développement. ONU-Habitat est par ailleurs un membre actif du Comité exécutif pour les affaires humanitaires et du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales.

16. Au cours de la période considérée, ONU-Habitat, conjointement avec d'autres organismes des Nations Unies, a participé et contribué aux discussions relatives au Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 dans le cadre de l'équipe de travail des Nations Unies constituée à cette fin. Son apport a mis en lumière deux aspects de la mise en œuvre coordonnée du Programme pour l'habitat : la contribution de l'urbanisation durable au développement durable et le rôle des autorités locales dans ce processus. Comme on l'a déjà indiqué, les changements démographiques et économiques des deux dernières décennies ont fait des villes et centres urbains l'habitat dominant de l'humanité. De ce fait, le mode de développement urbain a une incidence déterminante sur les processus qui conduisent à la réalisation d'un développement durable. Il est par conséquent plus important que jamais que les États Membres et les organismes des Nations Unies s'entendent pour promouvoir une urbanisation durable. Les villes des pays émergents sont en train de devenir les moteurs de l'économie au moment même où les ressources de la planète s'épuisent rapidement. Il faut trouver d'urgence les moyens d'obtenir une croissance économiquement et socialement équitable sans que l'environnement n'en pâtisse davantage. Les villes, leur cadre spatial et leur infrastructure ainsi que leurs systèmes de gouvernance constituent un levier essentiel pour assurer la transition.

17. À l'issue d'un examen du plan stratégique et institutionnel à moyen terme d'ONU-Habitat pour la période 2008-2013 effectué par des pairs, un certain nombre de recommandations ont été formulées en vue d'améliorer l'efficacité de ses activités opérationnelles et normatives. Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de cet examen et de l'initiative de réforme engagée au début de 2011, ONU-Habitat a recensé trois domaines d'importance stratégique pour la mise en œuvre du Programme pour l'habitat, à savoir l'urbanisme et l'architecture urbaine, la législation, les sols et la gouvernance en milieu urbain et l'économie urbaine, y compris les finances municipales. Ces domaines constituent des cadres importants pour améliorer la prestation des services de base, la fourniture de

logements et l'assainissement des bidonvilles ainsi que les interventions en cas de catastrophe naturelle ou provoquée par l'homme. En axant davantage son action et son attention sur ces domaines en coopération avec ses partenaires, ONU-Habitat sera en mesure de relever les défis et de saisir les occasions de façonner les villes du XXI<sup>e</sup> siècle d'une manière plus stratégique et plus globale. Les efforts actuels visent aussi à élaborer des mécanismes améliorés pour s'appuyer sur des partenariats essentiels en vue de soutenir l'initiative « Unis dans l'action ».

## **IV. Partenariats stratégiques au niveau mondial**

### **A. Conférence des Nations Unies sur le développement durable**

18. À sa vingt-troisième session, le Conseil d'administration d'ONU-Habitat a adopté la résolution 23/17 sur le développement urbain durable grâce à un accès plus équitable à la terre, aux logements, aux services de base et aux infrastructures. La résolution encourage les gouvernements et les partenaires du Programme pour l'habitat à inclure la question du développement urbain durable dans leur contribution au processus préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui doit se tenir à Rio de Janeiro (Rio +20). Comme suite à cette résolution, ONU-Habitat a effectué un examen approfondi des lacunes existantes et des nouveaux défis résultant de la mise en œuvre d'Action 21 depuis 1992. Sur la base de cet examen, il a proposé huit objectifs de développement urbain durable portant sur les politiques urbaines nationales, l'urbanisme et l'architecture urbaine, les bidonvilles, l'espace urbain, l'écologie urbaine, la gestion de l'eau, de l'assainissement et des déchets en milieu urbain, l'énergie et la mobilité dans les villes et la création d'emplois urbains. ONU-Habitat s'est également efforcé de mettre en lumière l'importance critique des villes dans le cadre institutionnel pour un développement durable.

19. En partenariat avec Cités et Gouvernements Locaux Unis, ONU-Habitat a rassemblé des dirigeants et réseaux d'autorités locales et régionales pour élaborer conjointement un document intitulé « Joint messages of local and subnational authorities ». Ce document formule des recommandations pour la réalisation de l'objectif d'urbanisation durable; il a été présenté au Secrétaire général en présence du groupe d'États membres « Amis des villes durables ».

### **B. Troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable**

20. Dans sa résolution 66/207, l'Assemblée générale a décidé de tenir en 2016 une troisième conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) pour relancer le mouvement mondial en faveur d'une urbanisation durable, qui devrait être consacrée à la mise en œuvre d'un « nouveau programme pour les villes ».

21. Tablant sur un rôle important dans Habitat III, ONU-Habitat a commencé, au cours de la période considérée, à élaborer une feuille de route pour ses consultations avec les États Membres et les départements concernés du Secrétariat des Nations Unies. Pour répondre à l'exigence que la portée, les modalités, la forme et l'organisation d'Habitat III soient définies de la manière la plus efficace et la plus

rationnelle possible, ONU-Habitat profitera de la sixième session du Forum urbain mondial, qui doit se tenir à Naples du 1<sup>er</sup> au 7 septembre 2012, pour lancer le processus consultatif avec les États Membres et les partenaires du Programme pour l'habitat. La plate-forme Internet « City changer dialogues » a été créée pour faire participer des parties prenantes essentielles aux débats importants concernant la préparation d'Habitat III.

22. Étant donné que l'Assemblée générale a fixé comme objectif ambitieux de définir un « nouveau programme pour les villes », les États Membres sont encouragés à commencer d'organiser leur processus national d'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme pour l'habitat ainsi qu'à recenser les principaux défis rencontrés et enseignements tirés depuis la tenue d'Habitat II en 1996.

### **C. Journée mondiale de l'Habitat**

23. La Journée mondiale de l'Habitat, qui a été célébrée au niveau mondial à Aguas Calientes (Mexique) en octobre 2011, a mis l'accent sur les villes et le changement climatique. Un congrès de l'Association latino-américaine des instituts d'urbanisme a commémoré la journée en se penchant surtout sur le rôle que les urbanistes et les universités peuvent jouer en ce qui concerne l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation à ce changement.

24. Le *Rapport mondial sur les établissements humains 2011 : villes et changement climatique* a été publié à l'occasion de la Journée mondiale de l'Habitat. Établi avec les apports d'un certain nombre d'universités et d'instituts de recherche de toutes les régions du monde, ce rapport clarifie la relation entre les établissements urbains et le changement climatique et indique comment les villes qui ne l'ont pas encore fait peuvent commencer à adopter des mesures relatives au changement climatique. Le fait qu'il soit disponible dans les six langues officielles de l'Organisation l'a rendu plus accessible et en a accru l'utilisation par les gouvernements, les partenaires du Programme pour l'habitat et les établissements de formation et de recherche. Au total, ce sont 250 manifestations tenues dans un grand nombre de pays qui ont marqué la célébration de la Journée mondiale de l'Habitat de 2011.

### **D. Forum urbain mondial**

25. Les préparatifs de la sixième session du Forum urbain mondial ont commencé au cours de la période couverte par le présent rapport. Le Forum constitue une tribune où différents segments de la société peuvent discuter ou être informés de certaines pratiques, convenir et débattre des différents moyens de construire et de faire perdurer un avenir urbain plus prospère pour les villes du monde. Les participants sont censés identifier les initiatives et les engagements qui peuvent effectivement être mis en œuvre pour créer des villes qui soient plus représentatives, justes, durables et humaines. La sixième session débutera par un débat mondial mené sur le Web sur les différentes questions liées à l'avenir urbain et à la prospérité des villes. Le Forum doit aussi réexaminer la manière dont ONU-Habitat et ses partenaires contribuent à guider et enrichir les travaux sur l'urbanisation durable grâce à un dialogue ouvert.

26. Le Forum, qui se tient tous les deux ans, est l'une des assemblées les plus ouvertes de son genre sur la scène internationale. Il réunit des dirigeants gouvernementaux, ministres, maires, membres d'associations nationales, régionales et internationales, autorités locales, organisations non gouvernementales et communautaires, professionnels, universitaires, organisations locales de femmes, jeunes et groupes d'habitants de taudis en tant que partenaires œuvrant pour des villes meilleures. Par l'intermédiaire du Forum, près de 200 possibilités d'activités sont offertes aux partenaires du Programme pour l'habitat afin d'établir des réseaux, d'échanger les meilleures pratiques et de tirer les enseignements des expériences des uns et des autres.

## **E. Campagne urbaine mondiale**

27. La mise en œuvre de la Campagne urbaine mondiale s'est poursuivie au cours de la période considérée. Il s'agit d'un partenariat dynamique et évolutif visant à engager la société civile, le monde des affaires, les chercheurs et les autorités locales et nationales dans un mouvement mondial qui transcende le programme en faveur des villes par une vision positive et une compréhension des avantages énormes qu'offrent les villes.

28. Plus de 50 partenaires, dont des professionnels et des représentants de la société civile et du secteur privé, participent désormais à la Campagne et cinq organismes des Nations Unies y ont associé leur propre campagne mondiale. Huit organisations-cadres se sont engagées (par mémorandums d'accord) à se joindre à la Campagne sur la base des travaux et principes convenus concernant le développement urbain durable. Deux réseaux, l'un imprimé (*CitiScope*) et l'autre électronique (*South-South News*) participent à la Campagne pour en promouvoir les messages et les principes.

29. Les réalisations à ce jour comprennent l'établissement d'une plate-forme Internet d'information et d'échange de connaissances pour la Campagne, la production de documents, d'outils et de directives sur la base des recommandations et de l'approbation du Comité directeur de la Campagne ainsi que la participation d'importants nouveaux partenaires et parrains.

## **F. Associations d'autorités locales**

30. Le renforcement des capacités des autorités locales, en tant que partenaires stratégiques pour l'exécution du mandat d'ONU-Habitat, a continué d'être une priorité. Il ressort d'une évaluation effectuée à la fin de 2011 que, du fait du renforcement de leurs capacités, 12 associations d'autorités locales et institutions régionales ou mondiales de formation d'administrateurs locaux ont désormais les capacités nécessaires pour promouvoir une urbanisation durable.

31. Le maire d'Istanbul, qui est également le Président de Cités et Gouvernements Locaux Unis a dirigé, par l'intermédiaire du Comité consultatif des Nations Unies sur les autorités locales, les efforts de mise en œuvre d'un programme de travail quadriennal visant à intégrer dans la planification, la gestion et la gouvernance des villes membres du Comité et de l'organisation non gouvernementale les principes de



durabilité et les bonnes pratiques en matière de mobilité urbaine, de création d'emplois et productivité locale, de capacités de régénération de l'environnement et de finances municipales.

32. ONU-Habitat a aidé des maires et des autorités locales du monde entier à élaborer une déclaration sur les villes résilientes à la troisième réunion du Programme mondial pour la réduction des risques de catastrophe, tenue à Genève en mai 2011. La réunion a appelé à la création d'un secrétariat permanent de la Campagne sur le thème « Pour des villes résilientes : ma ville se prépare ».

## G. Jeunesse

33. Le Forum Youth 21 s'est tenu à Nairobi du 15 au 18 mars 2012. Son premier volet a été une consultation internationale à participations multiples, dirigée par ONU-Habitat et visant à renforcer l'engagement et la participation des jeunes dans le système des Nations Unies. Il a permis une consultation entre jeunes pour recenser les préoccupations et recommandations à soumettre au Secrétaire général.

34. Le deuxième volet du Forum a porté sur le rôle des jeunes dirigeants dans la gouvernance mondiale et donné l'occasion à 300 jeunes et autres parties prenantes d'élaborer des activités et mécanismes permettant aux jeunes de participer directement à la gouvernance mondiale et aux activités de prise de décisions qui sont nécessaires pour renforcer la citoyenneté démocratique et assurer une participation effective de la jeunesse.

35. ONU-Habitat a continué de développer la participation des jeunes des villes à l'élaboration de stratégies efficaces pour traiter des questions qui les affectent. L'utilisation de jeunes artistes professionnels a contribué à donner plus de visibilité au programme pour la jeunesse urbaine au niveau mondial. Dans le cadre de l'initiative Messagers de la vérité, ONU-Habitat a collaboré étroitement avec certains des artistes et musiciens populaires les plus connus du monde dans un effort de sensibilisation à diverses questions allant des droits de la femme aux conditions de vie dans les bidonvilles. Quatre jeunes émissaires ont été désignés au cours de la vingt-troisième session du Conseil d'administration d'ONU-Habitat. Des acteurs de cinéma de réputation internationale de « Nollywood » (Nigéria) et « Bollywood » (Inde) ont été nommés dans le but d'autonomiser les jeunes dans leurs communautés.

36. ONU-Habitat a continué d'affirmer son rôle de chef de file pour inscrire la question de la jeunesse urbaine à l'ordre du jour mondial, en mettant en lumière la contribution des jeunes au développement urbain durable à l'occasion de l'assemblée régionale de la jeunesse urbaine tenue à Abuja en juillet 2011. La réunion a attiré de hauts fonctionnaires gouvernementaux, des organisations non gouvernementales, des représentants d'autorités locales et plus de 300 jeunes provenant de 23 pays africains. Sur le thème de « La jeunesse et la prospérité des villes », les participants ont échangé les enseignements et les meilleures pratiques des initiatives de la jeunesse et mesures gouvernementales visant à promouvoir l'emploi des jeunes et leur participation dans un certain nombre de domaines liés à l'économie urbaine, l'environnement et l'équité.

37. Dans le cadre de ses programmes dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, ONU-Habitat a collaboré étroitement avec le Comité international olympique au soutien d'un certain nombre de projets concernant les jeunes et les sports au Kenya, en République démocratique populaire lao et au Népal. Dans le cadre de ses activités visant à promouvoir la sécurité dans les villes, près d'un million de ballons de football ont été donnés par la Hyundai Motor Company; une grande partie de ces ballons ont été distribués dans des pays africains. Le projet a contribué au développement de la jeunesse en faisant du sport un outil d'autonomisation des jeunes et a permis de promouvoir leur inclusion dans le développement urbain.

38. Trois ateliers régionaux de renforcement des capacités ont été organisés à l'intention de 61 coordonnateurs de projets pour la jeunesse qui ont bénéficié en 2010 du Fonds pour la jeunesse urbaine. La formation en matière de gestion de projets et de gestion financière a amélioré la capacité des coordonnateurs à gérer leurs projets et obtenir de meilleurs taux de réussite.

39. L'élaboration du *Rapport sur la situation de la jeunesse urbaine* est un résultat essentiel des activités d'ONU-Habitat relatives à la jeunesse. Le rapport 2012-2013 sera présenté lors de la sixième session du Forum urbain mondial.

## **H. Égalité des sexes**

40. Dans le cadre de son plan d'action pour l'égalité des sexes, ONU-Habitat a continué de prôner la parité des sexes, de renforcer les capacités dans ce domaine et d'œuvrer pour l'égalité des sexes par diverses activités et programmes d'autonomisation. Le rapport intitulé *Gender Equality for Smarter Cities: Challenges and Progress*, paru en février 2010, est l'une des publications d'ONU-Habitat les plus lues.

41. ONU-Habitat a continué de participer au Réseau interorganisations des Nations Unies sur les femmes et la parité entre les sexes ainsi qu'au Réseau de l'égalité des sexes du Comité d'aide au développement de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques. La politique à l'échelle du système des Nations Unies sur la parité entre les sexes et l'autonomisation des femmes a ouvert d'autres domaines de partenariat ou collaboration; c'est ainsi qu'ONU-Habitat a contribué à l'élaboration du projet de série d'indicateurs.

42. L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et ONU-Habitat ont lancé un programme mondial conjoint pour des villes sûres et accueillantes/viables pour toutes et tous. Ce programme permet aux autorités locales ainsi qu'aux défenseurs des droits des femmes, des jeunes et des enfants de prendre des mesures pour améliorer la sécurité et prévenir et réduire la violence dans leurs villes et quartiers. Les villes partenaires proposées pour la première phase de ce programme sont Dushanbé, le Grand Beyrouth, le Grand Manille, Marrakech, Nairobi, Rio de Janeiro, San José et Tegucigalpa.

43. Le Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement d'ONU-Habitat a intégré avec succès la parité des sexes dans ses activités. ONU-Habitat a également œuvré pour assurer l'accès des femmes à la sécurité des droits fonciers et contesté les inégalités structurelles, notamment les lois sur la terre et le logement qui sont discriminatoires à l'égard des femmes. Les activités relatives à la gouvernance et à la sécurité des villes ont soulevé le problème de l'absence de prise en compte des sexospécificités dans les institutions publiques locales.

## **I. Coopération Sud-Sud**

44. Dans le cadre de son programme de transport urbain durable, ONU-Habitat a contribué à une meilleure prise de conscience de l'importance des mesures et des investissements en faveur d'une infrastructure durable des transports urbains dans les pays en développement et les économies émergentes ainsi que du renforcement de la collaboration Nord-Sud et Sud-Sud. ONU-Habitat a soutenu la participation de représentants de pays africains, latino-américains et asiatiques à Velo-city Global 2011, première conférence mondiale sur le cyclisme.

45. Le Laboratoire de Medellin, qui regroupe les 10 meilleures pratiques en matière de sécurité urbaine, d'amélioration des taudis et de développement urbain durable intégré, a été lancé dans le cadre de la coopération Sud-Sud encouragée par ONU-Habitat.

46. Un recueil des pratiques de 31 municipalités dans le domaine de la sécurité urbaine a été établi, de même qu'un répertoire de 10 bonnes pratiques de sécurité urbaine et d'amélioration des taudis (intégrées au développement urbain durable). Les deux publications ont été diffusées dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Les activités, expériences et succès de maints pays du Sud ont conféré un élan précieux et apporté des idées et des moyens à d'autres pays du Sud pour faire face à des problèmes et défis similaires.

47. Vingt-quatre pays arabes et africains ont entériné un cadre régional visant à promouvoir la coopération internationale pour améliorer l'accès aux services de sécurité publique et à accroître la coopération Sud-Sud sur les questions de sécurité urbaine.

## **J. « Unis dans l'action »**

48. Au cours de la période considérée, ONU-Habitat a poursuivi ses activités dans six des huit pays pilotes du programme : le Cap-Vert, le Mozambique, le Pakistan, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda et le Viet Nam. Les directeurs des programmes nationaux pour l'habitat ont pris en main la tâche complexe de planification et de mise en œuvre du programme conjoint. Au cours de la période considérée, une évaluation des résultats obtenus par ONU-Habitat dans ces pays a montré que l'initiative a accru l'impact des activités de sensibilisation en cours, donné plus de visibilité au Programme pour l'habitat et ouvert des perspectives d'amélioration, en partenariat avec les gouvernements hôtes, de l'impact des programmes de pays et d'accroissement des activités et des ressources financières pour parvenir à l'objectif d'une urbanisation durable.

## **V. Services de renforcement des capacités et de conseil technique**

### **A. Législation, sols et gouvernance en milieu urbain**

49. ONU-Habitat a continué de mobiliser et de soutenir les gouvernements et les partenaires du Programme pour l'habitat en vue de la mise en œuvre de mesures améliorées concernant le foncier et le logement. En décembre 2011, 37 pays au total (contre 33 en 2010) étaient en train d'élaborer, de mettre en œuvre ou d'achever avec le soutien d'ONU-Habitat des réformes visant le statut foncier et le logement. Les quatre nouveaux pays sont le Burundi, qui a adopté une nouvelle politique foncière; la République démocratique du Congo, où les programmes de médiation foncière sont liés à la politique et à l'administration foncières nationales et locales; l'Iraq, qui se sert de l'accès à la jouissance foncière pour assurer la fourniture de logements convenables; et le Soudan du Sud, dont la Commission foncière voit s'accroître sa capacité de règlement des litiges fonciers.

50. Avec l'adoption par le Conseil d'administration de sa résolution 23/17, les États Membres ont replacé le logement au cœur du développement urbain durable en appelant à l'élaboration d'une nouvelle stratégie mondiale du logement qui intègre la politique du logement dans le cadre plus large des stratégies en matière d'urbanisme et des politiques sociales, économiques et environnementales.

51. Le plan de mise en œuvre de l'Initiative de politique foncière, élaborée au cours de la période considérée par la Commission de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement avec l'appui d'ONU-Habitat, devrait permettre aux groupes vulnérables d'Afrique d'avoir un accès plus équitable à la terre. Le cadre et les directives de l'Initiative ont été approuvés en 2011 par les chefs d'État africains et les communautés économiques régionales africaines (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, Communauté d'Afrique de l'Est et Communauté de développement de l'Afrique australe).

### **B. Urbanisme et architecture urbaine**

52. En 2011, des progrès ont été réalisés dans la mise en place de législations et d'outils de planification plus efficaces susceptibles de permettre aux villes de mieux planifier leur évolution de manière durable grâce à des décisions intergouvernementales et des initiatives politiques nationales, en particulier dans les domaines de l'urbanisme et de la sécurité des villes et pour remédier à leur vulnérabilité au changement climatique et faire face à la détérioration de l'environnement.

53. En tant que membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ONU-Habitat a contribué à l'élaboration de son cinquième rapport d'évaluation. Ce rapport constituera un atout précieux dans les débats et les négociations en cours sur le changement climatique.

54. ONU-Habitat a également contribué aux efforts régionaux visant à faire face au changement climatique et à en disséminer les enseignements en organisant à l'intention de 13 pays d'Afrique un atelier sur certaines pratiques liées à l'urbanisme et au changement climatique.

### **C. Économie urbaine**

55. Un millier de jeunes ont reçu dans les centres de jeunesse d'ONU-Habitat de Nairobi, Kampala et Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie) une formation en matière d'informatique, d'entrepreneuriat, de toxicomanie, d'arts et de sports. Cette formation leur a permis d'avoir accès à un financement de la part d'institutions financières, d'acquérir des connaissances et des renseignements sur les débouchés professionnels et de participer aux processus de décision de leur ville. Quatre cent cinquante autres jeunes ont reçu une formation en matière de changement climatique centrée sur l'atténuation de ses effets et l'adaptation de trois villes. Cette formation les a aidés à acquérir des connaissances sur les émissions de gaz à effet de serre et leurs causes ainsi que sur les moyens de faire face au changement climatique en réduisant la vulnérabilité des systèmes naturels et humains. L'un des résultats a été que les participants ont formé des « équipes vertes » pour mettre en œuvre des initiatives tendant à la création d'emplois indépendants.

56. L'Université de Johannesburg (Afrique du Sud) a institutionnalisé un cours de formation d'administrateurs locaux, lequel s'inspire notamment des documents pédagogiques d'ONU-Habitat sur la planification stratégique pour le développement économique local. Le cours permet à des administrateurs locaux d'acquérir le savoir-faire nécessaire en matière de planification stratégique pour renforcer le développement économique local.

57. Des administrateurs locaux du Libéria ont ainsi vu leurs capacités améliorées dans les domaines de la formation des cadres, de la gestion financière des villes et du développement économique local. Lors d'un atelier d'évaluation de l'impact, qui a passé en revue deux années d'activités et les résultats de la formation de 3 000 administrateurs, 80 % des participants ont fait état d'améliorations notables en ce qui concerne le respect des délais et la rentabilité des processus de prise de décisions.

58. En partenariat avec ONU-Habitat, Environnement et Développement du Tiers-monde et son programme d'économie populaire urbaine ont soutenu trois municipalités du Sénégal (Kaolack, Méckhé et Rufisque-Est) dans des processus de budgétisation participative. Cent quatre-vingts participants au total ont reçu une formation et des comités de budgétisation participative ont été constitués, lesquels ont permis de donner la priorité à des projets d'assainissement et d'électrification et de les financer.

### **D. Services urbains de base**

59. Les réformes politiques soutenues par ONU-Habitat et les programmes en cours dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement ont permis d'augmenter le nombre de bénéficiaires de ces services. Ainsi, en Inde, ce sont 10 650 et 6 900 personnes, respectivement, qui ont bénéficié en 2011 de services améliorés

d'alimentation en eau et d'assainissement. Au Népal, on estime que ce sont, respectivement, 24 000 et 14 000 personnes qui en ont bénéficié. Dans la région du Mékong (Cambodge, République démocratique populaire lao et Viet Nam), environ 53 000 personnes ont bénéficié d'un service amélioré d'alimentation en eau, 155 000 de projets d'assainissement et près de 6 000 de programmes de gestion des déchets solides.

60. Les activités de sensibilisation et d'appui technique en direction des autorités locales et des prestataires de services d'adduction d'eau ont permis l'adoption d'un mécanisme de financement pour les ménages pauvres. Des tarifs en leur faveur ont été mis en place dans 5 villes du Cambodge, 10 villes de la République démocratique populaire lao et 6 villes du Viet Nam. Au Népal, des systèmes de microcrédit à taux d'intérêt abordables ont été établis pour les ménages pauvres et ont permis à 300 ménages de bénéficier de services d'assainissement et 500 robinets ont été installés dans neuf petites villes. En Inde, ONU-Habitat a établi un fonds de roulement pour le microfinancement de services d'adduction d'eau et d'assainissement pour les pauvres. À ce jour, cette initiative a permis de construire plus de 7 000 toilettes privées et d'améliorer l'accès à l'eau pour plus de 3 000 ménages. En El Salvador, on facilite également la mise en place d'outils innovants de financement à l'intention des prestataires de services d'adduction d'eau et d'assainissement.

61. ONU-Habitat continue de fournir un appui technique et des conseils en matière d'eau et d'assainissement aux pays partenaires par le dialogue, des études sectorielles et l'élaboration de stratégies. Ces efforts ont servi de catalyseur pour la réforme des politiques nationales en vue d'améliorer l'accès aux services urbains de base. Ainsi, en tant que membre du groupe des partenaires de développement du Kenya, ONU-Habitat a participé au processus de coordination du secteur de l'eau et contribué au dialogue en cours sur la réforme du secteur de l'eau et les changements à apporter à la loi sur l'eau comme suite à l'adoption, en novembre 2010, de la nouvelle constitution. Au Népal, un rapport sectoriel intérimaire a été discuté lors du premier examen sectoriel conjoint tenu à Katmandou en mai 2011. On prévoit que les recommandations issues de cet examen auront un impact majeur sur la future politique sectorielle.

62. D'importants progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre de plans d'assainissement et de gestion des déchets solides et de la législation correspondante. La loi sur la gestion des déchets solides, élaborée au Népal, a été approuvée et diffusée à toutes les municipalités. Après son approbation, la Banque asiatique de développement a fourni une assistance technique pour la mise sur pied d'un centre de soutien technique pour la gestion des déchets solides. En Inde, les plans municipaux d'assainissement de Gwalior et de Nasrulanj ont été achevés; ils aident les autorités urbaines locales à attirer davantage de financements.

63. ONU-Habitat a adopté des options politiques et des mesures pratiques pour accélérer la mise en œuvre de programmes de mobilité urbaine et d'assainissement en faveur des pauvres, dont il est question dans le rapport de la Commission du développement durable sur les travaux de sa dix-neuvième session (E/2011/29). Ces options et mesures fournissent des éléments essentiels du développement durable qui faciliteront la promotion des principes d'urbanisation durable de la nouvelle vision d'ONU-Habitat.

64. Grâce aux activités de mobilisation du programme de l'Alliance mondiale des opérateurs du secteur de l'eau, on assiste à une institutionnalisation de ces opérateurs à titre de stratégies de renforcement des capacités dans différents contextes, notamment celui de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui a encouragé de tels partenariats dans ses directives relatives aux politiques des pouvoirs publics en matière d'eau et d'assainissement dans la région. L'Agence française de développement a fait de ces partenariats l'une des méthodes suivies pour le volet renforcement des capacités de ses prêts et dons aux services publics; par ailleurs, les associations nationales de distribution d'eau du Brésil, du Mexique et du Pakistan, qui représentent des centaines de prestataires municipaux de services de base, ont lancé et mettent en œuvre des plates-formes nationales d'opérateurs du secteur de l'eau pour aider au développement des capacités de leurs membres par le truchement de tels partenariats.

## **E. Logement et amélioration des taudis**

65. Dans sa résolution 23/17, adoptée en avril 2011 à sa vingt-troisième session, le Conseil d'administration a encouragé les gouvernements et les partenaires du Programme pour l'habitat à promouvoir la sécurité d'occupation pour toutes les catégories sociales en reconnaissant et en respectant la pluralité des régimes d'occupation et en renforçant les droits d'occupation. Cela a été repris en novembre 2011 par 80 partenaires du Global Land Tool Network qui ont indiqué avoir mis en œuvre des outils fonciers en faveur des pauvres pour améliorer la sécurité d'occupation dans le cadre de la gouvernance foncière. Dans sa résolution 23/16, le Conseil d'administration a préconisé la formulation d'une nouvelle stratégie mondiale du logement. Avec l'appui d'un certain nombre de partenaires, ONU-Habitat mène d'intenses activités de recherche sur le logement au niveau mondial pour évaluer les tendances régionales, la dynamique et les questions relatives au secteur du logement au cours des dernières décennies et y réfléchir.

66. Trente-trois pays au total (17 en Afrique et au Moyen-Orient; 10 dans la région Asie-Pacifique; 5 dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes; et 1 en Europe) mettent actuellement en œuvre des mesures de prévention et d'amélioration des taudis avec le soutien d'ONU-Habitat. Avec ses partenaires, dont l'Institut de la Banque mondiale, l'Agence allemande de coopération internationale, la Banque interaméricaine de développement et l'Alliance des villes, ONU-Habitat a achevé la révision des cadres nationaux d'amélioration des taudis de neuf pays (Afrique du Sud, Brésil, Chili, Colombie, Inde, Indonésie, Maroc, Thaïlande et Tunisie), dont les schémas sont reproduits dans cinq autres pays (Bangladesh, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana et Kenya). Cet exercice a été l'occasion de procéder à un échange de connaissances et un renforcement des capacités et aura un effet positif sur les initiatives nationales d'amélioration et de prévention des taudis.

67. La réunion du groupe d'experts sur les expulsions, tenue dans les locaux d'ONU-Habitat en septembre 2011, a formellement reconnu l'engagement et le rôle unique d'ONU-Habitat dans la promotion de villes durables et ouvertes à toutes les catégories sociales et d'initiatives efficaces de prévention et d'amélioration des taudis. Les participants ont recommandé l'officialisation du mandat d'ONU-Habitat en matière de droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne le droit à un logement convenable et le droit de ne pas être expulsé par la force, et ont mis en lumière la nécessité de suivre une démarche axée sur les droits fondamentaux dans

l'élaboration des politiques et programmes relatifs au logement. Les stratégies visant à promouvoir l'exercice complet et progressif de ces droits ont également été affinées.

68. Dans la région andine, cinq pays (l'État plurinational de Bolivie, l'Équateur, la Colombie, le Pérou et la République bolivarienne du Venezuela) se sont engagés à concrétiser le droit de leurs peuples indigènes à un logement convenable en procédant à un examen détaillé de leur politique, stimulés en cela par une étude menée par ONU-Habitat qui visait à promouvoir le débat au niveau local sur le droit au logement, les processus de formulation des politiques et les outils de mise en œuvre.

## **F. Réduction des risques et relèvement**

69. ONU-Habitat et la Stratégie internationale de prévention des catastrophes fournissent conseils et savoir-faire techniques à l'appui de la campagne mondiale « Pour des villes résilientes : ma ville se prépare ». Un certain nombre d'outils et de méthodologies ont été élaborés dans le cadre de la campagne pour permettre aux villes d'établir des bases de référence et de recenser les insuffisances en matière de planification et d'investissement pour la réduction des risques et l'adaptation au changement climatique. Une conférence nationale a été organisée au Rwanda en vue de faire prendre davantage conscience aux participants de l'importance de rendre les villes résilientes et de les familiariser avec la notion de réduction des risques de catastrophe et les méthodes de réduction de ces risques dans les zones urbaines.

70. ONU-Habitat a établi des liens avec ses partenaires du Comité permanent interorganisations (UNICEF, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Bureau de la coordination des affaires humanitaires et Programme alimentaire mondial) et a adopté une démarche de quartier en matière de reconstruction, en s'inspirant des méthodes de dénombrement communautaire. Celles-ci, après avoir été utilisées à titre expérimental en Haïti, sont désormais en cours d'adoption par d'autres organismes des Nations Unies, dont l'Organisation internationale pour les migrations, et des organisations non gouvernementales.

71. Les activités humanitaires menées dans un certain nombre de pays, dont l'Afghanistan, Haïti, l'Iraq, le Pakistan, la Somalie, le Soudan et Sri Lanka, ont bénéficié d'un appui renforcé du siège. Par ailleurs, les activités d'ONU-Habitat au niveau des pays ont fait l'objet d'une série de brochures sur les sols et la propriété foncière, le logement et l'urbanisme et d'une lettre d'information sur la Somalie.

72. Conjointement avec des groupes de travail des pays mentionnés plus haut pour la reconstruction dans le secteur du logement, ONU-Habitat a participé à la révision des directives pour la reconstruction dans les zones exposées aux catastrophes. Cela a eu pour effet que l'on a davantage fait appel aux conseils techniques d'ONU-Habitat pour le renforcement des programmes urbains d'adduction d'eau, d'assainissement et de services de base dans le cadre des activités humanitaires menées par des organismes humanitaires, tels que l'UNICEF, le HCR et Oxfam.



## G. Recherche et renforcement des capacités

73. Les rapports phares d'ONU-Habitat sont devenus des outils importants de mobilisation et de sensibilisation politique aux niveaux régional, national et municipal. On enregistre une demande croissante de versions régionales et nationales de *L'état des villes dans le monde* et celles-ci influent sur les débats et décisions politiques aux niveaux national et local. Ainsi, le *Rapport sur l'état des villes mexicaines* a stimulé un débat politique de haut niveau et fait l'objet d'une vaste couverture médiatique.

74. Il a été fait référence à ces rapports phares dans 5 360 articles parus dans les médias (rien qu'en anglais) et 21 000 articles du Web.

75. ONU-Habitat a lancé l'Initiative des universités partenaires d'Habitat dans le but de développer l'enseignement de l'urbanisme, la recherche urbaine, les capacités des urbanistes et la fourniture aux autorités locales de conseils pratiques ancrés dans les faits. Près de 1 000 universitaires appartenant à plus de 200 universités ont adhéré au réseau. Le Réseau mondial des associations d'urbanisme, qui représente neuf associations régionales et nationales, comptant elles-mêmes comme membres plus de 300 universités, a signé avec ONU-Habitat un mémorandum d'accord pour renforcer l'enseignement de l'urbanisme partout dans le monde.

76. Par le truchement de 27 établissements publics de formation, ONU-Habitat a fourni un soutien pour le renforcement des capacités des autorités locales. En partenariat avec l'Institut de sécurité publique de Barcelone et les membres de la Plate-forme de la police en faveur du développement urbain, un programme de formation a été élaboré pour la couverture policière des manifestations publiques en Afrique. Concernant l'Amérique latine, un programme similaire a été mis au point pour répondre aux besoins des jeunes à risque par la promotion de politiques urbaines favorisant la cohésion sociale et la sécurité publique. Ces cours de formation ont été dispensés à 60 participants appartenant à des institutions policières d'Amérique latine et d'Afrique anglophone et francophone.

77. Les activités de formation et de renforcement des capacités d'ONU-Habitat dans le domaine du développement urbain durable ont eu pour effet d'élargir ses partenariats avec des universités. L'Association africaine des instituts d'urbanisme (réseau de 42 établissements tertiaires) s'est développée et utilise un programme d'enseignement sur le changement climatique, les villes africaines et l'urbanisme, qui s'inspire des expériences d'ONU-Habitat.

78. Avec l'aide d'un expert de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, ONU-Habitat a soutenu 26 établissements de formation locaux et nationaux pour en renforcer les capacités à formuler résultats et produits en tant que partie intégrante des activités de planification des autorités locales.

79. Plus de 20 municipalités d'Afrique de l'Est ont bénéficié d'un cours sur le développement urbain, sanctionné par un diplôme, qui a été élaboré et mis en place en collaboration avec l'Institut d'études sur le logement et le développement urbain dans le cadre de l'initiative « Stratégies d'aménagement urbain de la région du lac Victoria ». Ce cours en est à sa deuxième année.

## VI. Financement

80. La capacité d'ONU-Habitat à coordonner la mise en œuvre du Programme pour l'habitat dépend pour beaucoup du niveau des contributions financières qu'il reçoit, en particulier pour la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains et les fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique. En décembre 2011, le montant total des contributions reçues par ONU-Habitat s'élevait à 228,6 millions de dollars, répartis comme suit : 17,3 millions de dollars de contributions non réservées, soit un déficit de 39 % par rapport à l'objectif annuel de 28,5 millions de dollars; 198,6 millions de dollars de ressources réservées, soit un montant dépassant de 58 % l'objectif annuel de 126 millions de dollars; et 12,7 millions de dollars provenant du budget ordinaire de l'ONU.

81. Le montant des contributions réservées dépasse certes l'objectif, mais l'insuffisance des contributions non réservées a contraint ONU-Habitat à aligner ses dépenses sur les sommes effectivement reçues. Sur le plan positif, l'augmentation des contributions réservées à des fins particulières a permis à ONU-Habitat, au cours de la période considérée, de collaborer plus efficacement avec les organismes des Nations Unies et ses autres partenaires pour la mise en œuvre du Programme pour l'habitat au niveau des pays, en particulier dans les situations d'après catastrophe et d'après conflit.

82. Par ailleurs, pour mieux s'acquitter de son mandat aux niveaux national, régional et mondial, ONU-Habitat a lancé en 2011 une étude pour la rationalisation de son organigramme, qui met l'accent sur l'amélioration de l'orientation de ses programmes et l'augmentation de sa productivité.

83. Conscient du caractère imprévisible de la conjoncture économique mondiale et des niveaux de financement, ONU-Habitat poursuivra énergiquement la mise en œuvre de sa stratégie de mobilisation de ressources afin d'assurer la pérennité et la prévisibilité de ses moyens financiers tout en élargissant et consolidant le nombre de ses donateurs. À cet égard, ONU-Habitat poursuivra aussi sa collaboration avec les institutions financières mondiales et régionales ainsi qu'avec d'autres partenaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies.

## VII. Recommandations

84. Étant donné que l'ampleur et le rythme de l'urbanisation conduisent à des changements sociaux, politiques, économiques et environnementaux sans précédent, une action concertée de la communauté mondiale est nécessaire. Cette croissance urbaine se produit pour la plus grande part de manière non planifiée ou en suivant des voies inappropriées qui ne peuvent être maintenues, ce qui pose des défis importants pour la mise en œuvre du Programme pour l'habitat et la réalisation des objectifs de développement arrêtés sur le plan international.

85. Les gouvernements sont en conséquence encouragés à adopter en ce qui concerne les villes des politiques nationales qui prennent en compte les besoins de développement urbain par : a) une amélioration de l'urbanisme et de l'architecture urbaine; b) des cadres législatifs, fonciers et de gouvernance urbaine en faveur des pauvres; c) des mesures de développement économique local efficaces qui génèrent

des emplois et des moyens d'existence décents, en particulier pour les jeunes; et d) la prestation effective de services urbains de base, surtout pour les communautés pauvres.

86. Compte tenu de la contribution de l'urbanisation durable au développement durable et du fait que les villes et centres urbains deviennent l'habitat dominant de l'humanité, les États Membres sont invités à promouvoir une urbanisation durable et le rôle des autorités locales dans leurs politiques et programmes de développement nationaux et de prendre en compte, dans le programme de développement de l'ONU pour l'après-2015, le rôle que peuvent jouer des villes viables sur le plan environnemental, sans exclusion sur le plan social et productives sur le plan économique.

87. Eu égard au paragraphe 2 de la résolution 66/207, dans laquelle l'Assemblée générale a décidé de tenir en 2016 une troisième conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), les États Membres sont encouragés à lancer aux niveaux national et régional des processus préparatoires entièrement ouverts, en utilisant les grands réseaux en place, tels que les comités nationaux pour l'habitat, les associations d'autorités locales, les forums spécialisés sur l'habitat et les organisations de jeunesse et de la société civile. Les États Membres qui sont en mesure de le faire sont encouragés à fournir un soutien financier pour Habitat III, y compris pour le processus de préparation et la participation des pays les moins avancés.

---